

DES VAGUES DE TRAVAILLEURS AU MOYEN-ORIENT

par NADER FERGANY

Le phénomène de la migration dans le monde arabe remonte au début de l'expansion de l'islam quand une immense vague de population, a déferlé sur tout le Moyen-Orient.

À la fin du dix-neuvième siècle, le mouvement s'est atténué par suite de la fragmentation des États arabes sous le régime colonial. C'est au XX^e siècle que les pays développés ont commencé à apporter une aide technique aux pays moins avancés, surtout dans les domaines de la santé et de l'éducation.

L'expansion de l'industrie pétrolière dans certains États arabes au cours des années 50 a créé une demande de main-d'œuvre qui a vite excédé l'offre locale. Ce sont d'abord des étrangers, Européens et Américains, qui ont contribué à l'essor de l'industrie et qui ont occupé les postes techniques et de gestion. Parfois, les compagnies recrutèrent expressément de la main-d'œuvre étrangère.

La montée des prix du pétrole a gonflé le revenu des États arabes producteurs de pétrole, en particulier, l'Algérie, les Émirats arabes unis, l'Iraq, le Koweït, la Libye, le Qatar et l'Arabie saoudite. Le chiffre d'affaires de l'industrie est passé de huit milliards de dollars US en 1972 à 57 milliards en 1975, et à 205 milliards en 1980. Pendant ce temps, d'autres États arabes et la majorité des pays du Tiers-Monde connaissaient de graves problèmes économiques et d'endettement.

Durant la seconde moitié des années 70, l'enrichissement continu du monde arabe a nécessité l'établissement d'une structure institutionnelle imposante et l'importation d'une main-d'œuvre diversifiée. La croissance économique, la pénurie de travailleurs autochtones et la forte demande de main-d'œuvre ont contribué à faire monter les salaires en flèche. Au même moment, les salaires offerts dans les autres États arabes, au Tiers-Monde et même dans les pays industrialisés étaient touchés par la crise économique. Il s'est ainsi créé une main-d'œuvre prête à émigrer vers les pays producteurs de pétrole, malgré les conditions de vie difficiles qui y prévalaient.

PAYS D'ACCUEIL ET PAYS DE DÉPART

Les pays arabes touchés par la migration se divisent en deux groupes : les pays qui accueillent beaucoup de main-d'œuvre (par ordre décroissant : Arabie saoudite, Iraq, Libye, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, Jordanie, Bahreïn et Qatar); les États qui exportent une grande partie de leur population active (par ordre décroissant : Égypte, Yémen, Jordanie, Palestine, Yémen démocratique, Soudan, Tunisie, Syrie et Liban). La Jordanie appartient aux deux groupes.

Il est toutefois impossible de déterminer avec précision le nombre de travailleurs migrants et leurs caractéristiques sociales,

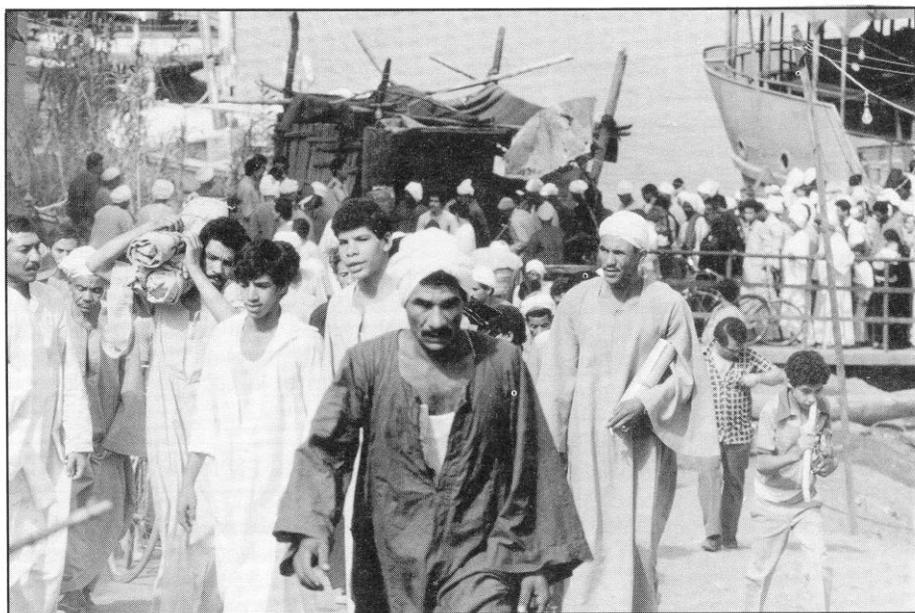


Photo : Dave Barbour—ACDI

Les pays arabes ont accueilli plus de six millions de travailleurs attirés par l'expansion économique vécue par les pays pétroliers à la fin des années 1970.

vu le manque de statistiques. Il est cependant possible de dresser un tableau général de l'ampleur des migrations, de leur expansion et de leur répartition.

Au début des années 70, le nombre de travailleurs migrants n'excédait pas 750 000. Ce nombre devait doubler en 1975; et en 1980, il dépassait probablement les six millions. Aujourd'hui, il est tombé à moins de cinq millions.

On estime également que la proportion des travailleurs non arabes, en majorité des Asiatiques, a augmenté; elle est passée du quart de la main-d'œuvre migrante au milieu des années 70; au tiers, au début des années 80.

À PLUSIEURS

L'ampleur des migrations de travail n'explique pas tout le phénomène. L'incidence de la migration est considérable lorsque le migrant amène avec lui sa famille. En général, le nombre d'immigrants excède le nombre de travailleurs étrangers. Les effets de cette migration sur le pays de départ touchent non seulement les familles des migrants, mais les différentes classes de la société. Ils se traduisent aussi par une pénurie de main-d'œuvre qualifiée et une hausse des prix.

De nombreux chercheurs considèrent la migration de travail dans les États arabes producteurs de pétrole comme l'un des plus importants phénomènes socio-économiques à être survenu dans cette partie du monde au cours des dernières années.

Les effets de cette migration sont à la fois positifs et négatifs. Ils sont si interreliés, toutefois, qu'ils rendent l'analyse de la situation difficile, surtout en l'absence de données fiables ou de travaux de recherche scientifique

sur le sujet. En outre, certains petits États arabes producteurs de pétrole, ont subi l'arrivée massive de travailleurs non arabes comme un facteur négatif.

PÉNURIE DE DEVICES

Le pays de départ bénéficie principalement des envois d'argent des migrants et de leur famille. La situation économique des habitants s'améliore et la pénurie de devises étrangères s'atténue. Ces envois d'argent ont atteint un chiffre jamais égalé vers la fin des années 70, mais ils ont commencé à décliner au début des années 80.

Ils ont, par contre, des effets négatifs sur le travailleur migrant qui est poussé à la consommation, s'impose des privations dans le but d'émigrer, et fait l'objet d'aliénation et de discrimination dans le pays hôte. De façon plus générale, le pays de départ souffre d'une pénurie de travailleurs qualifiés, d'une hausse des salaires et d'une importation accrue de biens de consommation.

LE PIÈGE DES ENVOIS D'ARGENT

Des chercheurs mettent en garde contre le piège que constituent les envois d'argent. Ils ont contribué davantage à l'inflation qu'à l'augmentation de la productivité des pays de départ.

On peut, en conséquence, affirmer que la migration de travail a des effets négatifs sur certains pays de départ en particulier ceux qui n'ont pas de politiques pertinentes. En ne comptant que sur les envois, et en négligeant tous les autres facteurs, certains pays ont manqué de clairvoyance. Ils ont connu, au milieu des années 80, une crise économique liée à la baisse de la migration.

L'incidence de la migration de travail sur les pays d'accueil varie en fonction de la dépendance face à la main-d'oeuvre étrangère. Au Qatar et dans les Émirats arabes unis, les travailleurs étrangers sont en majorité. À Bahreïn, en Iraq et en Arabie saoudite, ils représentent le tiers de la population active. Cependant, la proportion des travailleurs arabes au sein de la main-d'oeuvre totale diffère d'un pays d'accueil à l'autre. En Iraq, en Jordanie, au Koweït, en Libye et en Arabie saoudite, les travailleurs arabes dominant alors qu'au Qatar, à Bahreïn, dans les Émirats arabes unis et en Oman, ils sont en minorité.

Parmi les États arabes, l'Iraq est le seul à n'imposer aucune restriction en matière d'immigration, de travail, de résidence ou de propriété aux migrants arabes. De ce fait, il en attire un grand nombre, principalement des Égyptiens. L'ampleur relative de la main-d'oeuvre autochtone et l'égalité dont jouissent les autres arabes devant la loi, ont aidé à contrer plusieurs des effets négatifs de la migration.

En Jordanie, l'immigration de la main-d'oeuvre compense, en partie, l'émigration vers d'autres pays pétroliers.

PROGRÈS ÉCONOMIQUE

Les changements socio-économiques survenus dans les pays arabes producteurs de pétrole ont amené un progrès économique rapide et bien visible. Tous les aspects de la vie (infrastructures, services, biens de consommation) se sont beaucoup modernisés, à tel point que le niveau de vie est maintenant comparable aux sociétés industrielles occidentales. Un tel progrès n'aurait pu être réalisé sans l'apport de la main-d'oeuvre étrangère.

Trois facteurs caractérisent les pays importateurs de main-d'oeuvre. Tout d'abord, leur grande dépendance à l'égard des travailleurs étrangers. Ensuite, les conditions économiques dans lesquelles vivent les autochtones et les immigrants modifient leurs relations et finissent par diviser la société en segments, ce qui rend les contacts difficiles. Le niveau d'interaction sociale et de produc-



Combien de temps encore ce technicien immigrant conservera-t-il son emploi dans l'industrie pétrolière?

tivité est donc à la baisse. La diversité des cultures et des nationalités et la prédominance des hommes chez les travailleurs migrants aggravent la situation. Enfin, il y a le problème de la formation des travailleurs autochtones. La facilité avec laquelle on importe de la main-d'oeuvre étrangère et la politique des États-providence de fournir aux autochtones de nombreuses occasions de mener des activités économiques hautement profitables, ont grandement gêné la formation d'une main-d'oeuvre locale capable de remplacer les travailleurs étrangers.

DÉCLIN DE LA MIGRATION DE TRAVAIL

L'effondrement du marché mondial du pétrole a mis fin aux recettes et aux habitudes de consommation extravagantes des États arabes depuis dix ans. La situation n'est peut-être que temporaire. Personne ne sait comment se comportera le marché du pétrole au cours des prochains mois. Mais la crise économique que connaissent plusieurs pays exportateurs de pétrole, aggravée par les conflits militaires et politiques, a fait baisser les normes régissant l'importation de la main-d'oeuvre, les salaires et les compétences. Cette tendance devrait se poursuivre et s'accroître. Le mouvement migratoire, à son apogée pendant la deuxième moitié des années 70, décline depuis le début des années 80. On assistera éventuellement à une baisse de la migration de travail vers les États arabes pétroliers en même temps qu'une baisse des revenus du pétrole.

Les pays d'accueil devraient connaître des problèmes économiques sans précédent. Le moment est peut-être venu pour eux de réorienter leurs activités économiques et leurs habitudes de consommation, et de recruter des travailleurs autochtones qualifiés dans le but de bâtir leur autosuffisance et d'assurer un meilleur avenir à leur population.

Le destin des pays exportateurs de main-d'oeuvre semble assez sombre. Ils ont pris l'habitude de compter sur les envois d'argent des migrants qui leur assurent une source constante de revenus. Ces envois ont bien sûr aidé à satisfaire les besoins des émigrants et de leur famille, mais ils ont également servi, souvent, à importer des biens de consommation au lieu de favoriser la productivité.

Aujourd'hui, les pays exportateurs de main-d'oeuvre voient revenir leurs travailleurs. Ils perdent les envois d'argent à un moment où la dette extérieure s'accumule et où les problèmes de développement demeurent entiers. Ces sociétés doivent faire un effort pour changer les habitudes de consommation et accroître la productivité nationale par le biais de politiques et de mesures fondées sur la justice sociale et une répartition équitable des richesses. Sans de tels ajustements, plusieurs des pays exportateurs de main-d'oeuvre feront indubitablement face à une période de grave bouleversement social. □

Nader Fergany a enseigné à l'Université du Caire. Il oeuvre actuellement au Conseil national de la population d'Égypte.

LES PLUS ET LES MOINS DU PAI NOK

«Pai Nok», c'est le nom que donnent les villageois thaïlandais à la migration vers le Moyen-Orient. Plus de 350 000 Thais, principalement de jeunes paysans «sont partis» depuis 1975. Embauchés dans la construction et de plus en plus dans le secteur des services, ils ont réussi à décupler leur revenu en travaillant dans les riches pays producteurs de pétrole.

Mais l'exportation de main-d'oeuvre n'est en rien comparable à l'exportation des biens : les travailleurs eux-mêmes doivent parfois investir leurs économies. Monsieur Anchalee Singhanetra-Renard de l'Université Chiang Mai de Thaïlande démontre dans une étude financée par le CRDI qu'en plus de générer 450 millions de dollars US en redevances envoyées aux familles, les migrations internationales menaient à l'endettement, à la dépossession des paysans et aiguisait les différences sociales.

Au début, les Thais étaient réticents à partir pour le Moyen-Orient. Ils devaient être engagés par des compagnies qui planifiaient tout, y compris leur mois de vacances et une prime de 5 000 Baht (200 \$ US). La hausse subite de leur revenu signifiait un changement instantané de leur niveau de vie : leurs maisons de deux étages en béton, peintes de couleurs vives, équipées d'appareils ménagers modernes, devenaient des signes évidents de leur succès.

En 1981, toutefois, alors que 25 000 Thais étaient répartis dans dix pays du Moyen-Orient, le vent a tourné. Les travailleurs payaient parfois jusqu'à 500 \$ US pour être mis sur les listes d'agents de recrutement.

Pour migrer, les travailleurs devaient emprunter, parfois à des taux usuriers de 10 p. 100 par mois. Au même moment, les salaires payés à l'étranger chutaient de 50 à 66 p. 100. Aujourd'hui, il faut déboursier près de 2 000 \$ US pour être embauché. Les travailleurs comptent sur le temps supplémentaire pour rembourser.

Malheureusement, les agents de recrutement peu scrupuleux, les excédents de main-d'oeuvre et la chute des prix du pétrole ont diminué considérablement les possibilités d'embauche au Moyen-Orient.

L'étude démontre que les villageois n'ont jamais été si endettés. Beaucoup ont perdu leur terre et s'établissent aux abords des villages. Certains travailleurs, ruinés, se sont suicidés. Ou parfois, en colère, ils ont fait payer de leur vie les agents de recrutement. L'étude a aussi démontré que la fréquentation scolaire augmente chez les enfants des travailleurs qui ont réussi à l'étranger.

Ania Wasilewski, Ottawa.